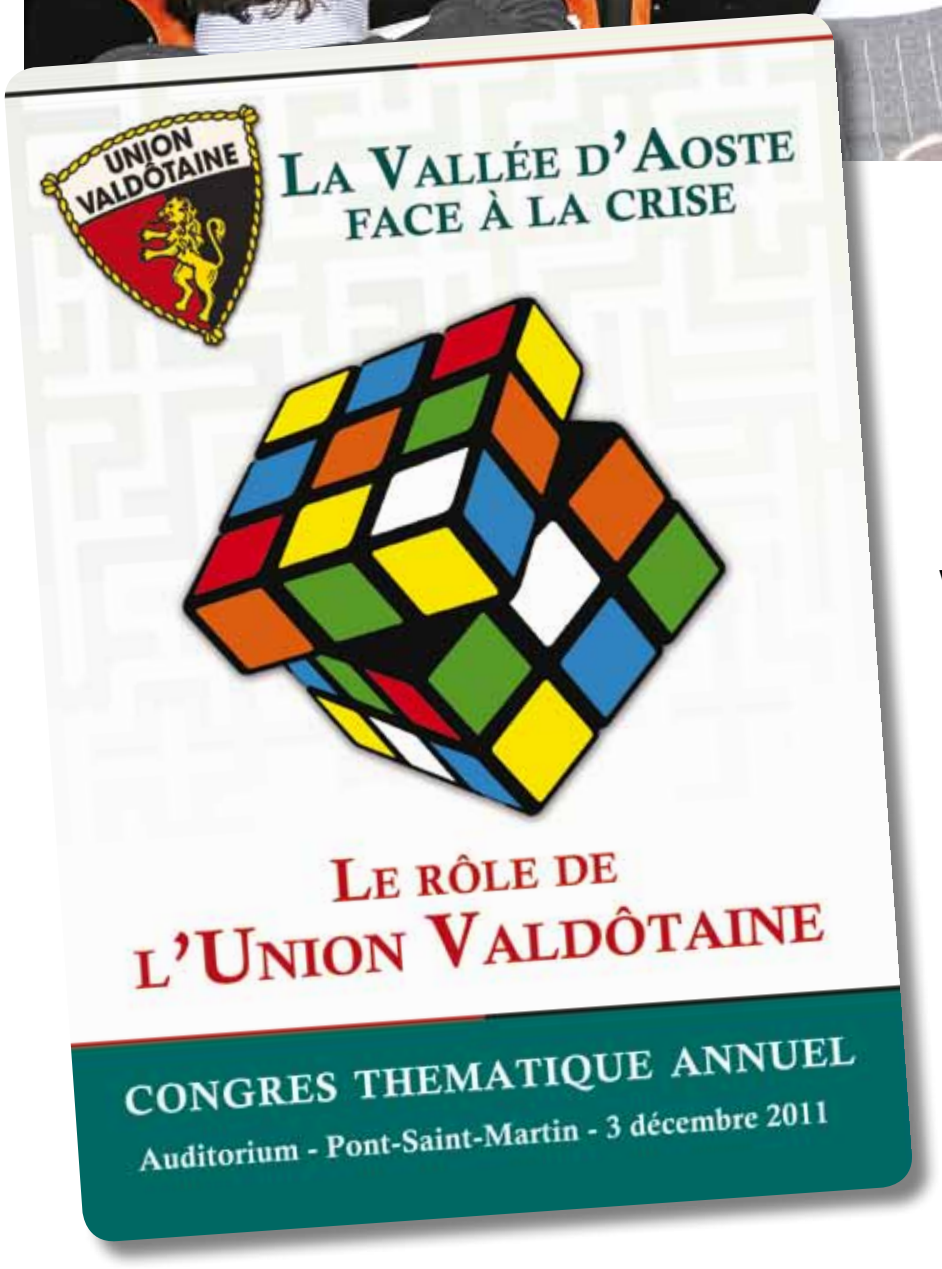
Le peuple valdôtain

www.unionvaldotaine.org
www.lepeuplevaldotain.it

Supplément au n° 47

SPÉCIAL CONGRÈS



Un "Peuple" en plus pour Les documents du Congrès

Vous l'aurez sûrement remarqué : cette édition de "Le Peuple Valdôtain" est décidemment "plus lourde" que d'habitude.

En effet, le numéro 47 du journal n'est pas composé uniquement – et comme d'habitude – de huit pages : la rédaction a décidé de proposer à tous les Unionistes seize pages de textes et de photos.

Un numéro extraordinaire pour donner à tout le monde la possibilité de plonger, à nouveau, dans le Congrès thématique du Mouvement du samedi 3 décembre dernier à Pont-Saint-Martin.

Habituellement, les interventions du Congrès paraissaient dans "Le Peuple" au mois de janvier aussi, presque deux mois après l'assemblée de l'Union Valdôtaine : mais en 2011, nous avons décidé d'éviter de s'éloigner trop du Congrès et par conséquent de faire paraître les interventions le plus tôt possible.

Voilà pourquoi – après la publication des discours d'Ego Perron, d'Augusto Rollandin, d'Albert Cerise et d'Antonio Fosson dans le dernier numéro de "Le Peuple Valdôtain" – cette semaine, nous publions sur seize pages toutes les interventions de l'après-midi du Congrès thématique "La Vallée d'Aoste face à la crise : le rôle de l'Union Valdôtaine".

Mais le Congrès ne restera pas seulement dans les pages de cet ouvrage : le site internet www.unionvaldotaine.org a organisé une section où vous pouvez trouver les plus belles images du Congrès, les discours et surtout les enregistrements des interventions de la journée. Il suffit de faire un "clic" sur l'ouverture de la page dédiée au Congrès et de chercher – dans la section "Les interventions" – les documents audio que vous pourrez directement télécharger sur votre ordinateur.

Nous espérons que ce service pourra être utile au peuple unioniste.

La rédaction

Intervention de Dino Viérin (section de Jovençan)

« Définir la position du Mouvement face à la crise »

Chers Unionistes,
journée importante que celle d'aujourd'hui !
Elle devrait, en effet, nous permettre de définir quel sera le rôle de l'Union Valdôtaine face à la crise actuelle. Un rôle ou plutôt une présence politique du Mouvement difficile à saisir jusqu'à présent en raison d'une certaine pudeur de ce dernier à faire entendre sa voix, les fils conducteurs étant tirés ailleurs.
Une présence, par contre, celle de la crise, bel et bien évidente et qui nous pose de sérieux problèmes pour la contrecarrer et pouvoir ainsi en sortir.
Mais, avant de voir quelles seraient les mesures nécessaires à cet égard, il est important de comprendre l'origine et la nature de cette crise et de préciser les responsabilités éventuelles liées à son impact.

La crise financière
Une crise de nature essentiellement financière qui a son origine dans le montant élevé de la dette « souveraine » de plusieurs Etats européens (pour l'Italie 1.900 milliards d'Euros, correspondant à 120% du PIB) qui, au risque de défaillance, ont de plus en plus de peine à reconduire leur dette, même à des taux d'intérêts qui atteignent des records historiques, entraînant ainsi une crise aussi du système bancaire.
Cette crise, par ailleurs, s'est abattue en Italie sur un Pays déjà fragilisé, nécessitant de profondes réformes structurelles et qui, par contre, aux cours des dernières années, a été marqué par l'immobilisme et les scandales qui ont provoqué d'innombrables dégâts à son image.
De plus, les promesses non tenues de baisse d'impôts – la soi-disant révolution libérale qui avait, au premier abord, séduit s'est achevée par un taux d'imposition de presque 50% et par une hausse de 1 point de la TVA – les promesses encore de croissance à deux chiffres, les effets annoncés et, surtout, le retard avec lequel on est intervenu n'ont fait qu'aggraver la situation. Il suffit, à ce propos, de rappeler que la crise et notamment son ampleur ont été longtemps niées et que, même les derniers jours, l'on pensait pouvoir tenir tête aux marchés et rassurer les Institutions internationales (Commission européenne, FMI et BCE) avec de nouvelles promesses.

La crise politique
La crise financière s'est ainsi traduite également en crise politique. Le gouvernement de Berlusconi, lâché, entre autres, également par le Patronat (Confindustria), devenu force d'opposition, avec la conduite morale de son chef condamnée par l'Eglise, est sorti de scène, laissant la place au gouvernement technique de Monti. Un cycle, que l'on aurait peut-être dû interrompre plus tôt s'est ainsi achevé avec un lourd héritage, un Pays sous tutelle internationale et un cadre économique et financier réclamant des mesures de rigueur et de relance, avec une marge étroite entre les exigences de la Commission européenne, la surveillance des experts du Fmi et les marchés financiers.

La crise au Val d'Aoste
Et cette crise sévit aussi au Val d'Aoste. Le Patronat valdôtain et la Banque d'Italie nous font état de sa gravité. A partir de cet été, le ralentissement économique de plusieurs secteurs a réduit à zéro les résultats positifs acquis entre la fin 2009 et le premier semestre de l'année en cours ; les commandes ont baissé de 9%, la production de 8% ; le chômage et le taux d'inflation sont en hausse, les heures de chômage technique (CIG) ont progressé vertigineusement tandis que les exportations sont en baisse. Il y a enfin une grande incertitude quant aux perspectives des activités de production et des plans d'investissement, notamment dans les secteurs du bâtiment, du commerce et de l'industrie.
De nouvelles politiques de rigueur et de relance s'imposent en Italie et au Val d'Aoste. Des réformes qui s'annoncent impopulaires, voir par exemple le recul de l'âge de départ à la retraite, sont annoncées. M. Monti, à cet égard, nous en dira plus lundi !
Or, je crois que, en plus des mesures économiques et des réformes, il nous faudra, pour surmonter ce moment difficile, pouvoir compter surtout sur un facteur non économique, mais également indispensable, à savoir un maximum de cohésion. Mais, pour ce faire, il faut du dialogue et de la participation, abandonner la logique de « l'homme seul aux commandes », renoncer aux méthodes autoritaires, aux décisions imposées sans concertation, promouvoir davantage la collégialité des approches et des décisions.

Quelques suggestions
Des mesures économiques et des réformes, disais-je, conjuguant la rigueur, la croissance et surtout l'équité sont donc nécessaires. Quelques suggestions, à ce propos, pour soutenir notre économie, maintenir le niveau et la qualité de nos services ainsi que sauvegarder l'emploi.
L'école et la formation, le tourisme, la recherche et les secteurs innovants, le territoire et l'agriculture avec les infrastructures, notamment les réseaux de communication au sens large du terme (chemins de fer, aéroport, autoroute, mais aussi réseaux télématiques) doivent être soutenus avec des projets ciblés et performants. Mais, à cet égard, il faut impérativement, vu la baisse de nos ressources financières, faire des choix et établir des priorités. Nous devons être attentifs à ne pas gaspiller notre argent, ne pouvant plus tout faire.
La note à payer est effectivement indigeste et les promesses de financements supplémentaires sur lesquelles s'est fondée l'alliance politique avec le PDL – encore que des promesses – sont non seulement restées lettre morte mais, au contraire, ont alourdi davantage cette même note. Pour la période allant de 2011 à 2017, suite à l'accord sur le soi-disant fédéralisme fiscal et tout en considérant l'augmentation de 1/10 dérivant de la nouvelle répartition financière, le budget de la Région devra escompter une baisse de 1.082 millions d'euros ; le coût de la manœuvre de l'été 2010 pour le triennat 2011 -2013 s'élève à 121, 2 millions d'euros, tandis que le dernier cadeau du gouvernement Berlusconi, auquel le sénateur Fosson aussi faisait référence ce matin, est une note supplémentaire à payer de 259 millions d'euros pour les années 2012 (119 millions) et 2013 (140). Et nous attendons de connaître les ultérieures coupes budgétaires que M. Monti nous soumettra à partir de lundi !
Ces chiffres doivent nous faire réfléchir sur la validité et l'opportunité de certains choix (par exemple, oui à l'Université, mais le métro prévu à Aoste, sincèrement, vous y croyez ?) ; la retombée réelle sur nos petites et moyennes entreprises des investissements prévus ; le montant d'endettement de l'administration régionale. Après l'emprunt de 371 millions d'euros (180 millions d'euros pour le triennat 2011-2013) qui devra être contracté pour financer les principales interventions de la Région et qui, jusqu'en 2035, nous coûtera globalement 630 millions d'euros, nous ne pouvons pas, en effet, imaginer de suivre ce même chemin de l'augmentation de la dette publique qui – nous l'avons déjà souligné – est à l'origine de la crise actuelle.

La gestion du territoire
Le territoire est l'une de nos principales ressources à exploiter et, en même temps à sauvegarder. L'exploitation de la filière du bois pourrait ainsi, par exemple, être une opportunité à saisir, tandis que les récentes inondations en Ligurie, encore une fois nous ont démontré l'importance de la gestion équilibrée du territoire avec les activités y afférentes de prévention et de mise en sécurité. Les chantiers forestiers ont rempli à ce propos un rôle fondamental, vu que ces interventions, notamment celles d'entretien, sont réalisées uniquement par les pouvoirs publics. De plus, ils constituent, un facteur important de lutte contre le chômage. Or, la gestion de ces chantiers cette année, a du être confiée à une société externe connue sous le nom de Salva-precari (il s'agissait, en réalité, d'un choix volontaire vu que l'article 14 des mesures prévues en été 2010, à l'alinéa 24bis, permettait aux Régions à statut spécial de ne pas appliquer la réduction de 50% des emplois à temps déterminé à condition qu'elles trouvent des ressources supplémentaires par des réductions de dépenses et que la Région Piémont n'a effectué aucun changement) et, l'année prochaine, ces mêmes travaux seront, sur appel d'offres, effectués par des entreprises privées. En raison ainsi de l'achèvement du démantèlement de toutes ces équipes forestières, de la perte d'un patrimoine d'expérience et de compétences acquis au cours de plusieurs années et de la lourde suppression d'emplois qui en découle, nous nous posons la question si, surtout en ce moment de crise, il ne serait pas opportun de revenir au modèle précédent de gestion publique.

L'énergie
La facture énergétique, notamment les carburants, a des retombées considérables – il suffit de penser aux transports – sur le coût de la vie. Au Val d'Aoste, ces conséquences étaient amoindries par le système des bons d'essence. Ces bons d'essence, malgré la pétition promue par l'Union Valdôtaine et qui, faute de soutien, s'est perdue dans les méandres bruxellois, ont été remplacés par le bon de chauffage. Initiative sans doute positive, mais qui, compte tenu du montant des recettes supplémentaires de la Région (quelques 23,5 millions d'euros) rapporté à la dépense effectuée pour le paiement des mêmes bons (18 millions d'euros), pourrait, encore en ce moment de crise, être étendue, sous forme d'un montant minimum, comme elle l'était tout au début, à tous les foyers valdôtains. De plus, en prenant exemple sur la région Frioul, on pourrait envisager d'adopter une mesure analogue permettant d'avoir un rabais immédiat à la station service, directement à l'achat des carburants.

Les collectivités locales
Enfin, les collectivités locales jouent un rôle fondamental quant au niveau et à la qualité des services publics. La baisse de leurs recettes pourrait donc avoir des conséquences négatives allant de la suppression pure et simple de certains services à l'augmentation de la fiscalité locale pour les maintenir. Avec la loi 48 de 1995, la Région pourvoit, pour la plus grande partie et directement aux financements de nos communes et communautés de montagne. Ce n'est donc pas Rome qui en décide, mais la Région. Il s'agit donc d'un choix qui nous revient et, à cet effet, il faut faire attention, si nous voulons sauvegarder les principes à la base de notre système des autonomies et permettre à nos collectivités locales d'exercer pleinement leurs fonctions, notamment pour les services rendus aux citoyens, à ne pas limiter leur action, en évitant de leur couper davantage les ressources financières.
Voilà quelques suggestions pour essayer de faire face à cette période qui assurément n'est pas facile, mais qui doit nous voir engager – avec courage et sens de responsabilité – pour promouvoir encore et davantage l'essor économique et social de notre Pays d'Aoste.

Dino Viérin

Le peuple valdôtain
Hebdomadaire de l'U.V. et du groupe de l'U.V. au Conseil régional

Supplément au numéro 47 de "Le Peuple Valdôtain"

Editeur
« Nouvelle Editrice Le Peuple » S.r.l.
27, 29 Av. des Maquisards
Aoste - Tél. 0165.234140
Fax 0165.261469
redaction@lepeuplevaldotain.com

Directeur responsable
Giuseppe RIVOLIN

Enr. trib. d'Aoste n. 2 du 24-5-1954

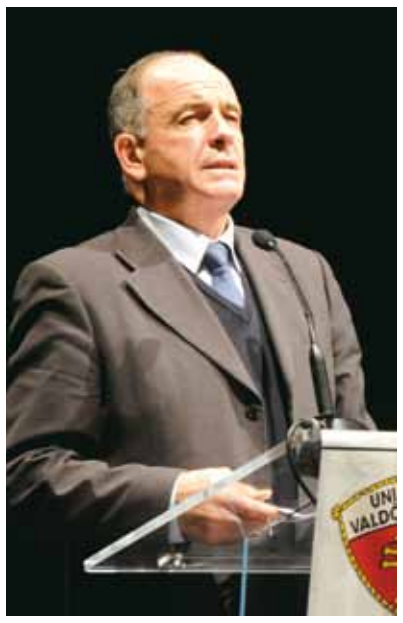
TIPOGRAFIA DUC
16, Grand-Chemin - Saint-Christophe
Tél. 0165.23 68 88
Fax 0165.18 45 153

Questo periodico è iscritto all'Unione Stampa Periodica Italiana

Message de clôture du président de la Région Augusto Rollandin

« Sur les thèmes plus importants le Gouvernement a donné de bonnes réponses à tout le monde »

Amis Unionistes,
Je prends encore deux minutes à vous toutes et à vous tous qui avez eu la patience de résister jusqu'à cette heure-ci.
Je crois, en effet, que quand on parle souvent de démocratie, on devrait comprendre que, si on lance un message, il faudrait aussi écouter les réponses. Je regrette que quelqu'un qui fait des interventions, après, ne soit pas là pour écouter les considérations qui peuvent être faites : autrement on risque un monologue, chacun parle et s'en va. Bon c'est un système comme un autre, je ne sais pas si c'est un système qui appartient à quelqu'un, mais il n'appartient pas à l'Union Valdôtaine, en principe. Je le souligne, car il faudrait être à même d'écouter aussi des considérations qui peuvent être faites face à de justes observations. Nous avons écouté des remarques importantes, j'ai apprécié une série d'interventions, des nuances, des suggestions sur les réponses à donner à la crise.
Enfin, je crois qu'aujourd'hui ça a été une journée où on s'est interrogé sur comment on peut répondre de la façon la plus correcte à la crise. Nous, en tant que Gouvernement, on avait répondu ce matin, en disant : « Nous sommes en train de préparer un budget pour l'année prochaine qui, en principe, est le moyen député à donner ces réponses ».



La dette de la Région et l'achat de la Deval
L'assesseur Pastoret a déjà donné en partie ces réponses. Je ne veux pas y revenir, mais je veux rentrer sur trois petites questions et une remarque politique. Les questions sont les suivantes. J'ai écouté ici une remarque sur l'endettement de l'Administration régionale. Eh bien, comme il a été dit, le plus grand endettement qui a été fait a été fait pour l'achat des centrales hydroélectriques. On est encore en train de payer la dette qui a été faite pour les centrales. Est-ce quelqu'un regrette d'avoir fait cette dépense ? C'est la question que je me pose. La grande dette a été faite alors. Et moi j'ai souligné ce matin que, au contraire, j'estime que cela a représenté un investissement important, tout en sachant qu'il y a là des points d'interrogation… mais, quand même, à aujourd'hui ça a été un investissement important, qui a été complété pour l'achat de la société Deval, qui, je crois, a été poussé et souhaité de la part de tout le Conseil régional. Ça a été un résultat important, dû au fait qu'avec l'accord fait avec le Gouvernement italien on a obligé l'Enel, je dis bien obligé, à faire cet accord. Alors il faut que les personnes soient un peu cohérentes.

Les ouvriers forestiers
Pour ce qui est des ouvriers forestiers, j'ai beaucoup apprécié qu'on soit si ponctuel sur un sujet qui est sans doute à la une, surtout à la une pour faire du « mouvement » sur ce thème. Alors : quelqu'un a dit que le Piémont n'a pas adopté le système que nous avons adopté. Je voudrais souligner que nous avons des exemples d'autres Régions qui n'ont pas appliqué les lois. Il faudrait que quelqu'un me mette par écrit qu'on peut se conduire de la sorte sans avoir de problèmes avec la Cour des Comptes, car il me résulte que l'application de la loi est une obligation. Et là, la réduction de 50% du nombre des travailleurs des précaires était une obligation. Bien sûr, nous avons présenté un recours, par rapport à ça, à la Cour Constitutionnelle ; on attend encore sa sentence. Mais pour l'instant, il fallait appliquer la loi qui prévoyait la réduction, et si on était allé dans cette direction on aurait été obligé de laisser à la maison toutes les personnes que, au contraire, on a embauché grâce à la loi « salva precari » : il faut le comprendre. Et cette année on a changé de régime, non pas pour la raison qu'on imagine, que chaque fois nous voulons avoir un problème nouveau : bien loin de là. On a été obligé à modifier ce système encore une fois, pour la raison qu'il fallait éviter que les dépenses courantes dépassent un certain barème : mais sûrement ce n'était pas contre quelqu'un ; c'était pour soutenir le secteur et les investissements qui en découlent. En effet ce sont des investissements et on veut les considérer comme tels. Malheureusement quelqu'un ne veut pas comprendre.

Grandes œuvres et bons d'essence
Nous, en tant que Gouvernement régional, on a distingué entre les grandes œuvres – voir l'Hôpital et l'Université – et les œuvres qui peuvent être faites au niveau de la ville d'Aoste, en accord avec la Commune, qui sont liées à la loi pour la ville d'Aoste, et le « people mover » est l'une de celles-ci. Bien sûr, on ira faire un raisonnement avec la Commune pour voir quelles sont les priorités.
Moi j'ai parlé de ce qu'on est en train de faire, et les financements pour ces œuvres existent déjà, on n'a pas besoin de s'endetter encore.
Il faudrait être plus attentif à ce qu'on vient dire à cette assemblée.
Les bons d'essence. Cette majorité s'est trouvée à gérer la question des bons d'essence qui ne remonte pas à 2008 : c'était une décision de la Communauté Européenne de 2003. Lorsque je suis allé voir ce dossier, il y avait une nouvelle lettre de la Communauté Européenne qui nous donnait une indication qui était un ultimatum : ou bien dans l'année nous allions prendre une décision, ou autrement la Communauté Européenne aurait dû prendre des mesures contre la Région. Alors, ça n'a pas été un choix ! Et ça a été très douloureux, pour nous, de faire ce « choix ». Les données sont là. Les pourcentages de rabais qui ont été évoquées et qu'on applique au Frioul, ce sont les mêmes que font les hypermarchés : 10% en moins, même les hypermarchés le font ! Il y aura bientôt ce qu'on appelle la « pompa bianca », et il y aura des rabais encore plus avantageux pour les gens. Nous allons voir… Mais sûrement, la suppression des bons d'essence n'était pas un aspect qu'on pouvait dépasser.

Les collectivités locales
Rapports avec les communes. Moi, j'inviterais à être un peu plus prudent sur ce thème car je crois qu'on a essayé de discuter, sans modifier la loi 48, sur le thème d'une réduc-

SUITE PAGE 5

Intervention de l'assesseur à l'Environnement Manuela Zublena

« Attentifs aux problèmes des citoyens »

Il y a une année notre Mouvement s'était retrouvé à débattre sur le thème de la crise économique et il est sage d'y revenir aujourd'hui pour d'ultérieures considérations.
Après une année il faut constater que la crise économique s'est avérée plus profonde de ce que l'on imaginait et elle n'est pas du tout terminée : bien au contraire elle s'est aggravée en impliquant dramatiquement les finances de nombreux Etats.
Il devient encore plus impératif de réfléchir sur la validité des modèles de progrès fondés sur des logiques strictement financières ainsi que sur l'actualité d'indicateurs du bien-être, utilisés jusqu'à présent. On est arrivé probablement à un point de non-retour : trop longtemps, le monde occidental a vécu au-delà de ses limites. Les citoyens ont contracté des dettes (prêts, achats à crédit) mais également les sociétés, et encore plus les Etats.
Les problèmes sont apparus quand on a compris que certaines dettes à cause de leur ampleur ne pouvaient désormais plus être remboursées. Le système a commencé à craquer violemment, sous la pression de la spéculation qui a mis à disposition des instruments diaboliques.
Maintenant, pour retourner la situation, les soins à mettre en œuvre sont très importants. Il est envisageable d'en sortir, mais il faut avoir le courage de dire que ce sera à la baisse et en changeant de perspectives. Voilà donc la nécessité d'évaluer des concepts différents de développement et de bien-être, ne considérant pas uniquement le produit économique mais aussi d'autres valeurs et tout premièrement la qualité de la vie et la durabilité.
Il est évident que nous devons aborder un processus, tout d'abord par des mesures draconiennes pour éviter la faillite du système et par la suite pour créer des parcours nouveaux, où la politique a un rôle fondamental.
Certes, il faut avouer qu'en ce moment la politique elle-même montre sa faiblesse voire une véritable débâcle. Au niveau national, elle n'a pas su faire face à la crise, en implosant sous ses conflits ; la naissance d'un gouvernement technique qui, nous le souhaitons, puisse nous apporter des résultats positifs, est la preuve de la défaite de la politique.
Il faut également constater la croissance des attaques contre la politique, à qui l'on attribue la cause de tous nos malheurs. En même temps, à tous les niveaux, les élus sont considérés comme des privilégiés ayant produits seulement des

dommages à la société (l'infâme Casta) contre qui s'opposer à priori sur tout choix, sur toute décision.
Permettez-moi d'ouvrir ici une parenthèse, pour la refermer rapidement car ce n'est pas ce congrès le lieu pour en parler diffusément : pour notre région et pour l'Assessorat de l'Environnement un exemple de cette attitude nous vient de la question des déchets. En tant qu'administrateurs nous devons donner une réponse concrète à un problème réel : c'est pourquoi, après un long parcours d'approfondissements scientifiques et d'études, nous avons envisagé un système intégré de gestion des déchets qui prévoit la technologie de la pyrogazéification. Ce choix est contrasté par l'unique volonté de s'opposer aux institutions, au gouvernement et à notre Mouvement.

Mais nous devons avec force affirmer que la politique est autre chose : elle est un service qui peut même être gratifiant, mais la politique demande aussi un grand engagement et une prise de responsabilité importante.
Par conséquent, il est tout d'abord indispensable de réfléchir afin de réaffirmer la valeur et l'importance de la politique et surtout que les administrateurs regagnent la confiance des citoyens.
Pour ce faire, il est certes utile de pouvoir évaluer les besoins réels et les désirs de la population. Dans ce sens, notre Mouvement avec sa structure aussi bien distribuée sur le territoire a la possibilité de faire un bon travail.
Les mouvements politiques devront certainement être un exemple dans l'application des mesures de réduction des dépenses. La proximité entre notre mouvement et les citoyens doit nous aider à prévoir des scénarios futurs qui nous permettrons de maintenir une qualité de vie adéquate. En effet, la réduction des dépenses bien que nécessaire ne doit pas être faite sans distinction ; il faut un projet global, pensé et fondé sur des logiques différentes et des priorités bien évaluées, afin d'identifier les secteurs où il est possible d'appliquer des réductions, et où cela n'est pas possible, au contraire, investir plus.
Notre mouvement en outre aura un rôle fondamental comme sentinelle de l'autonomie valdôtaine, ce qui implique une cohésion majeure pour affirmer, faire comprendre et respecter les raisons incontournables de notre Statut spécial. Il faut éviter que dans une politique de réductions sans distinctions nous paraissions seulement des privilégiés à qui l'on doit faire payer plus.
Une dernière considération : être un petit peuple mais avec une identité forte, vivre dans un territoire sûrement difficile mais aussi d'une grande beauté, être plurilingue, en d'autres termes exprimer notre civilisation alpine, peuvent vraiment représenter des éléments à valoriser dans les nouveaux processus de développement auxquels nous sommes destinés. Dans ce sens, la présence d'un Mouvement comme le nôtre qui se reconnait très étroitement lié à la population et au territoire sera certainement un point de force.
A nous de savoir gérer au mieux les enjeux de la situation.
Vive l'Union Valdôtaine, Vive la Vallée d'Aoste.

Manuela Zublena

Intervention de l'assesseur régional aux Activités Productives et à l'Artis

«On a pris les mesures et trouvé les

Bonsoir à tous.
Il n'y a que les Unionistes qui ont la capacité de se retrouver si nombreux et si patients comme vous l'êtes maintenant pour patienter encore, pour entendre quelques considérations que je veux vous adresser. Cette année comme vous le savez la devise de notre rencontre a été et est "La Vallée d'Aoste face à la crise". Tout le monde l'a déjà dit, un argument de grande envergure et encore plus grande actualité. Dans peu de temps, à partir de l'année 2008, s'est produite une catastrophe financière qui a touché le système du monde entier.
Aujourd'hui nous l'avons fait, mais partout beaucoup de monde se demande si et de quelle façon il sera possible de sortir de cette crise. Bien évidemment personne n'est en mesure de répondre. Dans ces dernières années les oracles de la reprise économique ont été régulièrement démentis.
Aujourd'hui nous avons quelques certitudes que le système aura des difficultés à maintenir. Si des mesures structurelles ne seront pas prises, il est certain que les Gouvernements de certains Pays se sont empressés et s'empressent de prendre des mesures draconiennes. Nous attendons celles qui sont annoncées, que nous connaîtront dans quelques jours de la part du Gouvernement italien. Est-ce que cela suffira à mettre à terme la crise? Je ne pense pas, si on ne trouvera pas le courage de prendre également des mesures pour modifier les comportements et les actions de ceux qui, après avoir causé la crise, contribuent aujourd'hui à rendre l'évolution des marchés encore très incertaine.

Une situation contradictoire
Nous nous trouvons face à une situation contradictoire et difficile à résoudre, car pour relancer l'économie, ce qui est indispensable, beaucoup de ce qui ont parlé avant moi l'on rappelé, il faudrait que les marchés redeviennent dynamiques, il faudrait que la consommation augmente. Mais nous le savons très bien, les consommateurs sont ceux qui ont subi la crise de plein fouet et qui sont les plus touchés par les impôts que les Etats essayent de faire rentrer pour remplir leurs caisses. Ce même système de crédit qui a encouragé le recours à l'endettement, il y a peu de temps encore, resigne aujourd'hui à accorder des aides, à tel point qu'il ne soutient plus les entreprises en difficulté, et ne peut plus contribuer à cette croissance, qui serait le premier facteur indispensable pour commencer à imaginer à une possibilité de sortir de la crise.
Par contre, là oui, il y a une croissance progressive de la spéculation financière. Tout le monde le perçoit, dans la Bourse, dans le balancement continuel des taux d'intérêt, dans l'assaut qui est lancé contre des Pays entiers et dans le cas qui nous concerne, en Europe, à l'Euro. Face à un appauvrissement progressif des foyers, il y a par contre une importante mobilisation des capitaux investis souvent, trop souvent, dans ce qu'on appelle les biens refuges, à savoir or et argent, mais aussi cacao, café, produits alimentaires. Il y a l'achat d'immenses quantités de terroirs dans les Pays pauvres du monde entier: ce qui rendra encore plus important le décalage entre ceux qui font ces investissements, à savoir des Pays actuellement forts et riches tels que la Chine et les Pays pauvres, qui le deviendront toujours plus. Dans l'immédiat cela produit une croissance de prix qui se répercute sur les consommateurs et qui contribue à faire croître l'inflation en alimentant la perte du pouvoir d'achat des salaires qui, comme nous le voyons, ne sont pas destinés à augmenter dans le futur. Ce sont là des faits qui sont en train de changer, à tout jamais le monde que nous connaissons.
Morale, nous le savons bien, nous imaginons que cela puisse changer, mais nous savons que nous sommes en train d'aller à la rencontre d'un appauvrissement général qui ne permettra probablement pas dans notre cas, à l'Italie de faire cet important pas en avant qui serait extrêmement nécessaire.
L'Italie, cela a déjà été dit, est un Pays endetté hors de mesure, qui paye des intérêts énormes et très souvent à ceux qui détiennent les titres d'Etat, surtout les banques et les grands groupes financiers. L'Italie aujourd'hui se débat dans une crise économique, mais aussi sociale, culturelle et politique d'une gravité énorme. Il faut que nous en ayons conscience: une gravité énorme et à laquelle sa classe dirigeante n'a pas su donner des réponses. Les résultats, d'ailleurs, sont sous nos yeux. Un Parlement déchiré de querelles, délégitimé face à l'opinion publique et qui n'a même pas su se donner un gouvernement dans un moment de crise. Les italiens, les élus au Parlement se sont résigné à faire recours à des techniciens pour gouverner le Pays. Et cela dans le socle de la tradition des temps des Seigneuries, quand les Italiens appelaient tantôt les Français tantôt les Espagnols pour apaiser leurs querelles. Egalement aujourd'hui l'Italie doit faire ses comptes surtout avec la France et l'Allemagne. Dans le passé l'Italie utilisait les mercenaires conduits par les fameux "capitani di ventura".
Aujourd'hui elle, de par sa classe politique, confie ses espoirs de défense à des techniciens afin qu'il essayent de faire face au risque d'une faillite de l'Etat. Nous savons tous qu'il y a un Gouvernement technique qui a été appelé à faire des choix d'énorme envergure politique. Nous les verrons d'ici peu, ces résultats. Nous sommes face à une abdication de la politique. Nous aujourd'hui qui nous sommes ici à faire de la politique et à parler de la politique nous constatons l'abdication de la politique en Italie. Une abdication de la politique qui portera ses élus à accepter des mesures qui n'auraient jamais eu le courage d'assumer. Cela relève du paradoxe. Je ne sais pas si ce Gouvernement ira à la fin de la législature. Ce qui est certain pour nous c'est qu'avec n'importe quel Gouvernement nous aurons à faire d'ici en avant, nous devront être fort souciés de notre avenir. Nous l'avons vu dans le passé, avec tout Gouvernement, de n'importe quelle adresse. Personne n'en veut de nous, il nous considèrent des privilégiés, cela a déjà été dit ici, et cela nous le constatons très souvent. Des privilégiés auxquels il sera facile, pour eux, d'enlever tout le possible. Enlever au Val d'Aoste, aux Régions à Statut Spécial, pour résoudre les problèmes de l'Italie. Cela est vraiment d'une cohérence qui m'échappe un peu. D'ailleurs il suffit de les entendre parler pour nous apercevoir de la considération dont nous jouissons. Et nous les avons entendus tous dans ces vingt années.

Une vision aveugle
Je viens de le dire, le Président de la Région l'a dit ce matin, notre Région, comme les autres Régions à Statut Spécial, a payé et payera encore plus durement ce moment, qui risque d'être l'alibi d'une vision aveugle de la part de l'Etat italien. Quelqu'un dans ces mois, dans ces années nous a dit que ça serait à cause d'un gouvernement plutôt qu'un autre. Aucun Gouvernement ne nous a aimés. Je voudrais rappeler un Pacte qui avait été fait avant les élections, en 2006, avec le Gouvernement Prodi. La aussi, même que cette législature a duré très peu, nous n'avons pas vu de résultats. Notre problème a été toujours d'avoir une confrontation avec l'Etat. Et nous avons pu tirer des résultats appréciables, au delà des rapports interpersonnels qui changent d'un moment à l'autre, seulement quand nous avons eu la capacité de démontrer par la force et par la cohésion de l'Union Valdôtaine une capacité de réaction.
Voilà pourquoi aujourd'hui sont plus que jamais nécessaires une prise de conscience renouvelée et une sensibilisation accrue de notre appartenance à cette île valdôtaine qui risque d'être étouffée, oubliée, coincée entre l'Europe et l'Italie. Deux sujets qui perçoivent qui tout va bien, peut-être comme un dérangement, et qui parfois ne savent même pas que nous existons.
Nous en avons eu un bon exemple: la question des bons d'essence a été un'épreuve que face à une décision de l'Europe, l'Etat italien, lui qui nous avait octroyé le droit d'avoir ces bons d'essence, n'a pas bougé un doigt pour nous. Il s'est limité à nous transmettre le diktat de Bruxelles sans dire un mot, sauf nous menacer des sanctions. Et à ce propos, mon ami Dino Viérin me permettra d'introduire une petite précision sur les bons d'essence. Nous avons entendu parler de l'exemple du Frioul qui est intéressant, un rabais à la pompe de quelques centimes, ce qui signifierait entre deux ou trois millions d'euros pour notre Région, pas encore trop pour une période comme celle-ci. Mais nous avons fixé une dépense importante se chiffrant à 18 millions d'euros pour les bons de chauffage. La question est la suivante: faudra-t-il sommer les deux mesures? Face à une politique de rigueur de laquelle nous avons parlé aujourd'hui, il me semblerait cela revêtir un acte de prodigalité certainement possible. Je rappelle que cela irait un peu dans la direction aussi de favoriser les consommations des dérivés du pétrole. Rien de grave, sauf que nous sommes actuellement en train de négocier de façon stricte et difficile avec les autres Régions, avec l'Etat, le "boarding-charging", à savoir le rapport entre la production d'énergies renouvelables et la consommation de produits faisant l'émission en atmosphère. Nous sommes déficitaires dans le sens négatif de ce rapport. Le non-respect de ce rapport portera dans le futur inévitablement à des sanctions. Donc nous pouvons choisir de mettre ensemble les choses aujourd'hui et de les enlever demain. Je pense qu'une réflexion à ce propos s'impose.
Mais en revenant à nos thèmes: voilà pourquoi je disais qu'il est nécessaire, sur la base des choses que je viens de dire, que nous soyons unis et que nos énergies soient adressées à soutenir notre sens d'appartenance à l'Union Valdôtaine, qui est l'interprète de ce sentiment.
Malgré tout, en ces dernières années, face à cette situation difficile, la Vallée d'Aoste, son Gouvernement, la majorité, le soutien des militants de l' l'Union Valdôtaine, nous ont permis de faire des choix. La liste serait longue; je me limite à une petite mise à jour, des décisions qui ont été prises, telle que celle de soutenir les mesures anticrise pour une troisième année avec un effort important, plus important que dans le passé, face à la diminution des ressources que nous avons eues. Le président Rollandin l'a rappelé ce matin, la disponibilité du budget de la Région pour l'année 2012 sera d'environ 160 millions d'euros par rapport à 2010 et de 120 millions par rapport à l'année en cours, 2011. De l'argent, celui-ci, que nous avons dû sacrifier. Et nous l'avons sacrifié sur l'autel de la crise et des manœuvres financières récentes.
Des manœuvres imposées par l'Etat, par l'Europe et par la situation mondiale, des manœuvres que nous avons dû subir. Des manœuvres qui sont le fruit, il faut bien le dire aussi, d'une gestion aveugle et inconsistante de la part de l'Etat. Une gestion qui s'est confirmée pendant des années, avec tout Gouvernement. C'est pourquoi, face à la faillite d'une classe dirigeante (parce que cela nous devons le dire, lorsque nous parlons de l'Italie, de la classe dirigeante italienne) et d'un système politique tout entier, je trouve franchement un peu hors lieu de revenir aux questions concernant nos alliances politiques au Val d'Aoste.
Qui me connaît sait bien que je serais pour n'avoir aucune alliance avec les partis nationaux. Et cela depuis toujours, et je pense que c'est un sentiment commun réparti à l'intérieur de l' l'Union Valdôtaine. Bien sûr rien de personnel, ça touche au sens de la politique, de l'appartenance que nous avons. Eux, ils ont une philosophie politique qui n'est pas la nôtre. Mais d'ailleurs, il faut le rappeler, les alliances se font quand il n'y a pas les numéros dans une majorité, ce qui s'est déjà passé quelquefois dans cette législature. De là à prétendre que les alliés que l'on choisi ou que

sanat Ennio Pastoret

solutions de cette crise»

l'on se trouve soient sympathiques ou performants, c'est franchement un peu exagéré en politique. S'ils appartiennent aux partis italiens ils ne peuvent que répliquer, mais d'ailleurs cela nous l'avons fait pour avoir des résultats. Et les résultats sont là, sous les yeux de tous. Nous n'avions pas le choix sur des gens capables et fiables, mais uniquement sur ceux qui étaient les mieux placés pour nous donner des réponses. A ce propos, je voudrais rappeler un petit passage. Parce que ceux qui aujourd'hui, à l'intérieur du Conseil de la Vallée qui dans le passé étaient nos alliés, et qui nous reprochent aujourd'hui de ne plus les avoir choisis, en 2006 ils avaient fait un choix bien clair, ils avaient dit qu'ils n'en voulaient pas de l'Union Valdôtaine. Cela il faudrait le rappeler.

Mais je vous assure, en ce qui me concerne, je pense pouvoir le dire aussi au nom de quelqu'un d'autre, nous ne sommes pas inscrits aux partis italiens. Nous avons seulement essayé d'obtenir pour la Vallée d'Aoste ce qui a été fait et qui est sur les yeux de tous.

Dans le secteur dont je m'occupe, je tiens à rappeler qu'à côté d'une loi en faveur des jeunes entrepreneurs, nous avons lancé récemment une loi de soutien aux entreprises innovatrices, nous avons assurés (nous le verrons dans quelques jours, quand on parlera du budget) pour l'année 2012, des fonds plus importants pour la recherche et le développement, contrairement à ce qu'on fait ailleurs. Dans d'autres secteurs les aides à la famille, aux foyers démunis, le secteur de l'école, contrairement à ce qui se passe ailleurs, il n'y a pas eu de réductions de classes ou d'enseignants. Ceux-ci ont conservé leur place et il n'y a pas eu les réductions que la réforme Gelmini avait prévues et qui se sont appliquées ailleurs. Dans le secteur de l'énergie, au-delà de la confirmation du rabais de 30% du tarif, assuré avec les fonds de la Région, je signale et je le rappelle qu'une série importante d'aides sont assurées pour permettre d'abattre les coûts de gestion des immeubles, pour doter les habitations de systèmes modernes de chauffage et de production d'énergie. J'évite de citer les grandes interventions dans le domaine des ouvrages publics. Mais je rappelle que dans les infrastructures, les remontées mécaniques, il y a eu des efforts énormes qui permettent à une partie importante de l'économie de la Région, d'avoir du succès et d'employer un nombre considérable de personnes de façon directe ou indirecte.

Il serait bien de rappeler que la Vallée d'Aoste soutient à part entière, nous avons tendance à l'oublier, les coûts de l'éducation, de l'Université, de la Santé, sans être pour le moment endettée comme d'autres l'ont fait. Et enfin que les entreprises et les différents secteurs productifs jouissent encore d'aides importantes.

Et enfin permettez-moi encore de rappeler le travail et l'emploi qui ont été la priorité de cette législature et qui ont eu des réponses positives dans le nouveau Plan de l'emploi et surtout pour ce qui est de l'engagement dans le secteur de la formation. La liste serait longue, j'arrête ici. Ce n'est pas de mon intention de la réciter en entier. Mais j'ai voulu rappeler à nous-mêmes, que nous avons parfois l'habitude à l'oublier, combien de choses ont été faites. Voilà donc ce qui a été fait en Vallée d'Aoste grâce à notre action constante, nous le revendiquons, nous de l'Union Valdôtaine, pas une personne plutôt que l'autre, à une compétence administrative correcte, à une stabilité politique que la majorité au Conseil de la Vallée a su assurer: mais pour le futur, nous l'avons déjà dit, tout est très incertain. A ce que nous devons nous attendre, des mesures draconiennes sont annoncées dans les jours et dans les années à venir.

D'un côté, comme je viens de le dire, il y a un Gouvernement; en ce qui concerne la Vallée d'Aoste, il y a notre groupe d'élus, il y a une majorité qui a soutenu nos efforts, mais aujourd'hui nous sommes face à une phase politique inusuelle. Nous avons le devoir de ne pas oublier que pour Rome nous ne sommes qu'un petit point face à leur Univers. Nous nous disons autonomes, et de temps en temps nous célébrons notre autonomie le 26 février. Attention, cela ne suffit et ne suffira plus. Sans un sens d'appartenance conscient et convaincu notre futur sera plus que jamais incertain. Celui-ci est le moment, qui me paraît dans les jours à venir, est le moment de renforcer ces sentiments. Voilà pourquoi il est nécessaire que l'action politique soit soutenue et par là renforcée. Comme je l'ai dit avant, nous avons pu travailler appuyés par une majorité forte. Mais c'est vrai que les majorités politiques existent si elles ont un consensus, un appui dans le Pays. En cas contraire elles sont destinées à s'affaiblir, à ne pas produire les résultats attendus. Et plus que jamais devant cette situation générale qui est en train de pourrir, nous le savons parfaitement, dans laquelle tous les points de repère se réduisent, il est nécessaire d'avoir un soutien fort. Une conscience éveillée au Val d'Aoste, pour soutenir et renforcer la défense de ses prérogatives et de ses droits. Jamais comme aujourd'hui nous avons besoin d'une cohésion et d'une unité renouvelées. Prenons garde, chers Unionistes, soyons vigilants, soyons conscients du fait qu'aujourd'hui nous sommes ici, nous sommes en train de nous interroger sur la crise économique de notre région. Nous sommes les seuls à le faire.

Avez-vous entendu qu'au cours de cette dernière année quelques-unes des forces politiques qui nous critiquent tous les jours, aient jamais essayé de faire un effort pour faire du même, pour consacrer leurs énergies à ce thème? Non, vous savez, nous savons, leur tracas dans toute occasion n'est pas d'avancer des propositions pour améliorer notre Pays d'Aoste. Ils le déclarent, bien sûr, mais enfin, à chaque occasion leur analyse s'adresse à analyser les possibles malfaits de l'Union Valdôtaine. L'Union Valdôtaine que pour certains d'entre eux devrait se dissoudre, et malheureusement il faut rappeler que parmi ceux-ci s'inscrivent beaucoup de nos anciens militants. Pour d'autres le jugement de l'Union Valdôtaine dépend du fait qu'ils soient alliés ou non avec nous. Les mêmes personnes, s'ils sont avec eux sont de bonnes personnes, autrement elles deviennent mauvaises.

Dans les jours à venir nous débattront au Conseil régional le budget pour l'année 2012. Un budget qui a vu le jour dans un moment difficile, mais qui donne des réponses fortes, cohérentes. Certainement on nous dira qu'on aurait pu faire ça et ça… Surtout nous le diront les mêmes personnes qui se sont actuellement alliées avec ce groupe des Verts, qui pendant des dizaines d'années nous disaient que nous avions un bilan trop riche, fils d'une générosité de l'Etat italien. Nous verrons bien maintenant, face au sacrifice, s'ils penseront encore ainsi et surtout s'ils penserons encore que l'Etat est généreux avec nous. Il me semble que après avoir sorti beaucoup d'efforts, ces gens-là, après avoir produit des effets négatifs sur la Vallée d'Aoste (articles de journaux, de la presse nationale, interviews télévisées…), peut-être à partir de lundi nous feront la morale. Pour eux peut-être arrivera le moment de nous accuser de ne pas avoir su garder ces bénéfices qu'ils nous accusaient d'avoir. Il ne nous restera que prendre acte de cela. D'être conscients d'avoir tout fait pour donner des réponses logiques, cohérentes, soutenables. Et que ces mesures, il n'y a aucune crainte de le dire, sont les meilleures qu'on pouvait faire.

Le demain ne nous appartient pas entièrement. Ce qui est en train de se produire dans le monde, et nous le savons, est grave et plein d'incertitudes. Mais nous sommes nous en fin de législature, une législature parlementaire qui ira s'achever d'ici peu, et une législature régionale. Si le Val d'Aoste veut et voudra garder bonne chance de pouvoir progresser et de maintenir ses prérogatives devra bien prendre garde au sujet politique en pensant tant à Rome qu'au Val d'Aoste. Et elle devra penser à des sujets politiques pour garantir de pouvoir travailler pour le progrès, pour la réaffirmation des valeurs de l'autonomie et du particularisme de notre Pays d'Aoste. Il suffit de nous regarder autour.

Pour en conclure, il n'y a que l'Union Valdôtaine qui par ses femmes et par ses hommes peut assurer cela.

Merci de m'avoir écouté. Vive l'Union Valdôtaine, Vive la Vallée d'Aoste.

Ennio Pastoret

Suite de la page 3

tion, pour les Communes aussi, d'un barème qui avait été fixé. Mais nous n'avons pas réduit le financement: on a réduit une partie de l'augmentation des financements qui étaient prévus face à l'Irpef. Je crois que les Communes ont dû prendre acte qu'il y a une réduction progressive des recettes de l'Administration régionale: et là non plus l'information qui a été donnée n'est pas correcte. Le Trentin a appliqué cette réduction de 600 millions d'euros déjà depuis 2009; nous, on l'a appliqué dès 2010 en commençant par la moitié, 100 millions d'euros, pour arriver ensuite à 200 millions. Si on avait fait comme le Trentin, on aurait appliqué, depuis 2009 déjà, une diminution de 200 millions d'euros, ce qui aurait donné, par rapport à ce qui a été fait, une épargne – comme vous pouvez le comprendre – de quelques centaines de millions d'euros. Bon, je crois qu'il faudrait être un peu plus correct quand on donne des montants de chiffres; mais, en tout cas, cela sert à compléter l'information, parce que ceux qui sont ici et ont entendu certaines choses, se demandent justement comment cela se passe… Je crois que c'était une obligation pour moi que de revenir sur certains aspects.

Les accords politiques

On a voulu évoquer à nouveau le thème «ni droite, ni gauche». Moi, je crois que c'est une bonne règle. Nous, on n'a pas choisi la droite: au contraire, il y a quelqu'un d'autre qui chaque jour nous dit qu'il faudrait choisir la gauche. Nous, on n'a pas fait un choix en faveur de la droite: c'est le centre-droit qui a demandé de faire partie d'une majorité. Ce n'est pas nous qui avons demandé aux représentants du PdL de venir avec nous: ce sont eux qui ont demandé. On a fait un grand débat dans toutes les sections et enfin on a tranché. Ça a été un choix lié à un accord: un accord qui va durer le temps de cette majorité, évidemment, car l'accord politique va dans ce sens. Chaque fois il paraît, comme l'a dit Pastoret que selon les temps, selon les accords… à part que les «amis» au niveau national, je crois qu'on peut les compter sans ouvrir les doigts... Depuis tout temps il y a des projets de loi de la droite, comme de la gauche, qui proposent d'annuler les Régions à Statut Spécial. Il y a des propositions qui vont dans ce sens, déposées auprès du Parlement. Alors, est-ce qu'il y a là des amis particuliers auxquels s'adresser?

Bien sûr, nous avons cette difficulté et, selon le temps et le rôle que chacun a dans l'Administration, chacun doit se confronter avec le Gouvernement qui existe. S'il y avait eu un Gouvernement de gauche, évidemment il aurait fallu parler avec un gouvernement de gauche: ça ne signifie pas d'aller à gauche ou d'aller à droite, ça signifie d'avoir comme adresse, comme on a eu dans cette période, de faire uniquement les intérêts de la Vallée d'Aoste.

Merci.

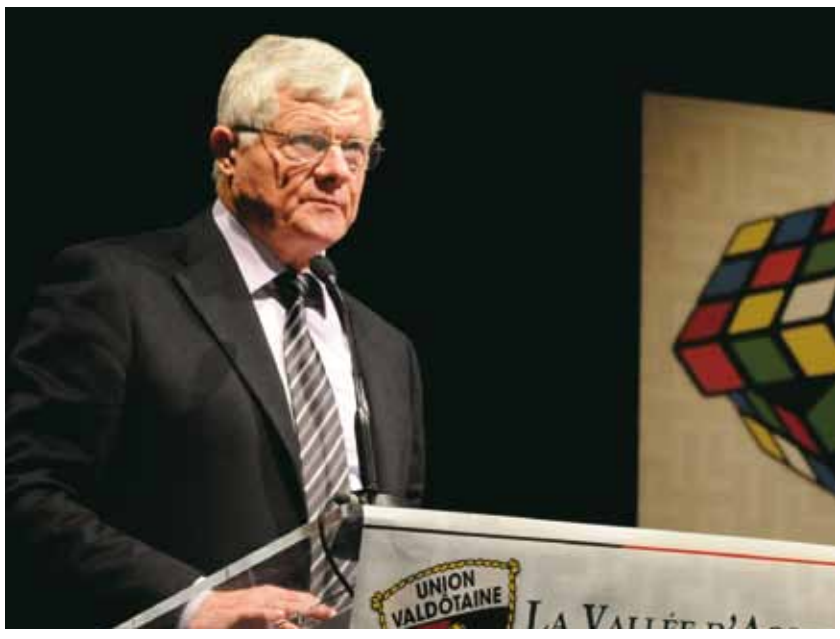
Augusto Rollandin

Intervention du conseiller régional Albert Crétaz

« Une sécurité économique pour tout le monde »

Monsieur le Président du Mouvement,
Mesdames, Messieurs les délégués, chers amis Unionistes,

M'exprimer devant vous, ici, à Pont-Saint-Martin, Commune que j'ai présidée durant plusieurs années, est un honneur et un plaisir. Certes, nous traitons aujourd'hui d'un sujet grave. Mais cela doit-il nous empêcher d'afficher notre joie d'être ensemble pour parler de l'avenir ? Non, bien sûr. L'Union Valdôtaine, vous le savez bien, n'est pas une force politique comme les autres. Nous avons toujours voulu qu'elle se distingue par la solidarité et la fraternité de ses membres face aux défis présents et futurs.
Si je vous dis cela, c'est parce que je suis convaincu que les valeurs qui nous ont permis dans le passé d'accomplir de grandes choses pour la Vallée d'Aoste nous permettront encore d'aller de l'avant. Ces valeurs-là nous invitent à rester optimistes. Comme chacun le sait par son expérience personnelle ou le voit à travers celle d'un proche, d'un ami ou d'une connaissance, la vie n'est pas un « long fleuve tranquille ». Il y a constamment des tempêtes à traverser, des obstacles à franchir, des épreuves à surmonter. L'humanité a toujours connu des crises, de toute nature et à toute époque, crises religieuses, crises politiques, crises morales, crises économiques. Le problème est que les hommes n'en tirent presque jamais les leçons.
En 2007-2008, nombreux ont été ceux qui comparaient la faillite boursière du moment à la grande crise de 1929. Alors les Etats ont réagi, les choses se sont calmées pour un temps, mais ne se sont pas arrangées. Elles se sont même aggravées avec le défaut de paiement d'une dette publique colossale, si bien que le mouvement semble impossible à enrayer. L'inquiétude est partout, se nourrit de mauvais présages et de secousses boursières, enfle et atteint la démesure, jusqu'à fausser le jugement. Que faire pour inverser l'ordre des choses ? Comment agir pour redonner de l'espoir et du courage aux gens ? Quelles mesures prendre pour créer les conditions d'une stabilité ou d'une renaissance économique ? Telles sont les questions cruciales auxquelles un mouvement qui assume des responsabilités gouvernementales doit répondre avec sérénité et détermination.
Certains économistes, qui se proclament « experts » et savent mieux prédire le passé que l'avenir, nous donneront leurs recettes… qui ne marchent pas !
D'autres deviendront amnésiques et oublieront leur responsabilité dans la crise alors qu'ils étaient censés conseiller les pouvoirs politiques ! Les plus raisonnables tireront des conclusions et proposeront d'autres voies à suivre. Cependant, personne n'est dépourvu de bon sens, et on doit en toute circonstance en écouter l'écho. Que dit-il, cette écho ? Que la faillite financière, devenue défaite économique, conduit au désastre social, et que le désastre social précipite



tout le monde dans la crise politique, grave ! Tout peut alors arriver, et jusqu'aux pires choses qu'on voudrait ne plus jamais voir. Cela commence par une critique virulente de la politique et la confiance qu'on lui retire.
Et c'est alors que la démocratie est montrée du doigt, est désignée comme régime corrompu dans sa façon de gérer l'argent public.
Il faut réagir, avec force, avec conviction, en raisonnant, en faisant de l'ordre dans nos pensées, en redonnant la primauté aux droits fondamentaux des gens, le droit à la dignité en étant le plus imprescriptible, un droit qui passe par l'octroi de salaires décents, par l'assurance de la sécurité économique pour tous, par la volonté de travailler au progrès de la communauté humaine partout où elle se trouve.
Notre Congrès a mille fois raison d'aborder ce thème, de provoquer la confrontation des idées, de se demander ce que peut faire l'Union valdôtaine face à la crise. Personnellement, j'ai placé ma réponse dans les valeurs traditionnelles de notre mouvement. Ces valeurs-là sont notre meilleur atout : solidarité, fraternité, concordance, démocratie, conscience de notre histoire, attachement à notre identité, à notre patrimoine, à notre langue originelle, au bilinguisme qui nous procure un avantage sans prix, opiniâtreté que nous lègue la montagne valdôtaine, capacité d'aller vers l'autre dans le respect et l'amitié, volonté d'ouverture au monde !
En voulez-vous davantage ? Si nous le voulons, nous le pouvons ! L'Union Valdôtaine, en toute circonstance, doit montrer l'exemple, qu'il s'agisse de pratique politique ou de relations humaines. Il nous appartient toujours de raffermir le « sentiment national », lequel n'a rien à voir avec le nationalisme qui exclut et foule aux pieds les droits de l'homme. C'est à nous de faire et refaire l'union sacrée derrière l'aspiration à la souveraineté de la communauté valdôtaine, c'est à nous d'ouvrir et rouvrir les voies qui assurent le succès de la démocratie. Si nous décidons de faire cela encore, alors nous aurons répondu à la question que nous nous posons, alors nous aurons porté témoignage et répondu à l'attente de nos compatriotes et concitoyens, alors nous nous serons montrés dignes de nos grands anciens, alors nous aurons pris rendez-vous avec une jeunesse qui nous crie ses espoirs.
Au-delà des valeurs fondatrices de notre mouvement, chers amis, il y a bien entendu le « statut d'autonomie » que les Valdôtains ont conquis à la sueur de leur front, ou en versant leur sang si l'on remonte aux temps sombres de notre histoire. Chaque jour nous avons à le défendre. L'Etat central, dans son immobilisme ordinaire, ne peut rien contre le dynamisme régional tel que nous le vivons et l'entretenons. Il doit au contraire, pour son profit, en encourager le développement. Le fédéralisme, tel que nous l'entendons, qui octroie un maximum de souveraineté aux régions, a fait ses preuves et les fera encore. Même s'il faut y mettre des nuances, et même si comparaison n'est pas raison, interrogeons-nous sur les moyens institutionnels des Etats de faire face à la crise. Lequel, des pays d'Europe, parmi ceux qui nous entourent et ailleurs, a le mieux résisté aux bouleversements que nous connaissons ? La Suisse et ses 26 Etats confédérés ! La Suisse et sa décentralisation du pouvoir, ses cantons qui prennent des mesures individuelles et, en les additionnant à celles de leurs voisins, finissent par fournir au Pays un socle solide et cohérent, une réaction qui devient commune et protège l'ensemble fédéral ! N'avons-nous pas à nous inspirer de cet exemple ?
N'appartient-il pas à la Vallée d'Aoste, et donc à l'Union Valdôtaine, de dire et redire ces vérités-là, de clamer haut et fort que le centralisme et la globalisation sans contrôle mènent à l'échec, et que, au contraire, la décentralisation et le partage de pouvoir conduisent à ériger une résistance crédible face aux menaces qui viennent de toutes parts ?
Réfléchissons-y bien : dans la perpétuité de notre statut, dans le renforcement de notre autonomie, qui va de pair à notre volonté de coopération, dans la promotion et le rayonnement de notre distinction institutionnelle se trouvent les instruments déterminants de notre progrès et de notre développement économique, culturel et social.
Je m'arrête là, chers amis, pour vous dire que l'Union Valdôtaine est le plus sûr garant de notre avenir.
Personne ne peut rien contre notre solidarité et notre farouche volonté d'aller de l'avant dans l'esprit des pionniers et avec le génie de notre temps. Levons donc les yeux vers l'horizon de cette autonomie que nous avons à cultiver toujours mieux et davantage, car là se trouvent les moyens de surmonter la crise, je dirais même de vaincre toutes les crises. Nous avons une côte à gravir, un but à atteindre, et nous, les montagnards, savons cela, comme le dit un beau proverbe : ce n'est pas le repos qui réduit la distance, mais la marche ! Alors marchons, les amis ! Pour la Vallée d'Aoste, dans l'unité et l'Union Valdôtaine !

Albert Crétaz

Intervention du représentant de la section de Chesallet Alain Benetti

« On doit retrouver le goût de la découverte »

Spread, différentiel, BTP, Bund : toute une série de petits mots qui nous sont devenus familiers depuis l'été dernier, quand la crise a commencé à grignoter les Pays les uns après les autres : le Portugal, puis la Grèce et l'Irlande, pour en arriver à l'Italie. Les données sont en évolution constante. Le spread a atteint un record inimaginable, arrivant à plus de 500 points de base sur le Bund allemand, le point de repère. La situation est maintenant critique.
Pour mieux comprendre le problème il faut, avant tout, expliquer ce qu'est ce spread ; le premier impact d'une valeur élevée de cet indice affecte les caisses de l'État. Plus la différence s'accentue – et elle correspond au pourcentage d'intérêts à verser – plus l'État doit payer pour honorer la dette qu'il a contractée en émettant des obligations.

S'il y a un point de non-retour, nous en sommes très proches : l'État ne peut pas se permettre de placer encore des BTP à un taux similaire. La croissance de ce taux d'intérêt n'a pas seulement un impact sur les caisses de l'État, déjà minées par une dette publique qui est l'une des plus hautes au monde. Les répercussions sont lourdes aussi pour les banques du pays, qui sont les premiers acheteurs d'obligations de l'Etat italien. Les banques ont, dans leurs coffres-forts, des milliards d'obligations qui risquent de devenir autant de bouts de papiers inutiles en cas d'insolvabilité : conséquence, l'effondrement des cotations des actions bancaires en bourse.
Même notre Région a été tourmentée par la crise nationale mais, compte tenu du fait que les industries y sont moins nombreuses que dans les autres régions, les problèmes y sont moins prononcés. Par ailleurs, étant donné que la plupart des habitants travaillent dans le secteur public ou dans des entreprises à participation publique, il y a ici une catégorie qui est indirectement affectée par la crise.
La crise qui s'est étendue à l'ensemble du pays a réduit le pouvoir d'achat de nos compatriotes, lesquels ne peuvent souvent plus se permettre de passer leurs vacances dans notre région. Voilà pourquoi la Vallée d'Aoste, dont l'économie a toujours été basée sur le secteur des services, et notamment sur le tourisme, a accusé le coup. Cependant, la baisse de la fréquentation a été partiellement compensée par l'augmentation significative du nombre des touristes étrangers qui choisissent, de plus en plus souvent, nos montagnes pour leurs vacances d'été ou d'hiver.

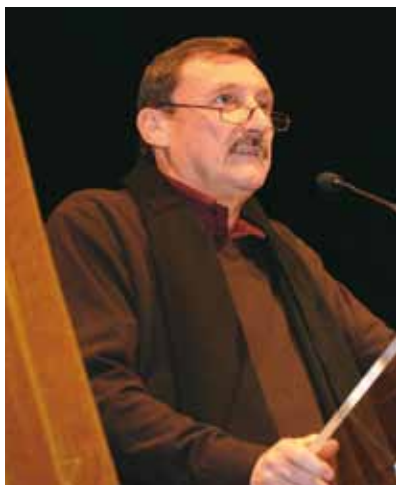
Pour contribuer à stabiliser la conjoncture économique et soutenir vigoureusement la reprise, des mesures ont déjà été mises en œuvre afin de contrer la crise. De fait, le Conseil régional a approuvé la loi n° 40 du 10 décembre 2010 portant des dispositions pour l'établissement du budget annuel et du budget pluriannuel de la Région autonome Vallée d'Aoste, qui a introduit des mesures anti-crise telles que la réduction de l'impôt régional

Intervention du secrétaire du Savt Guido Corniolo

« Attention au chômage chez les jeunes »

Chers congressistes de l'Union Valdôtaine,
la crise financière, démarrée en 2007, s'est, peu à peu, transformée en crise économique, en crise sociale et dernièrement en crise de la dette.
La crise que nous vivons est, donc, le rebond ininterrompu de celle non résolue de 2008.
La dette publique grossit régulièrement en Italie depuis plus de trente ans, mais s'est fortement amplifiée ces dernières années. Tous les citoyens sont touchés par cette dette historique du pays qui coûte très cher à notre société parce qu'elle prive l'Etat des moyens d'action financiers pour les investissements et qu'elle handicape les générations futures.
Un cercle vicieux s'est mis en mouvement : la crise économique aggrave la crise de la dette en privant les Etats de recettes fiscales, la crise de la dette relance la crise financière en mettant les banques en difficulté puisque ces dernières ont prêté de l'argent, beaucoup d'argent, aux Etats.
La crise aujourd'hui s'installe malheureusement dans le quotidien des familles valdôtaines.
Mais quelles sont réellement les conséquences de la crise sur notre quotidien ?
Le chômage augmente, la crise de 2008 a créé en Italie et en Europe des millions de chômeurs et la situation actuelle risque de l'augmenter encore plus.
Le chômage en Italie, et aussi dans la Vallée d'Aoste, frappe tout particulièrement les jeunes et les travailleurs seniors qui sont expulsés de l'activité productive, bouleversée par une crise profonde du marché du travail et de la production. Enfin le chômage de longue durée s'étend et nous n'avons pas d'amortisseurs sociaux capables de soutenir les travailleurs.
Le retour à l'emploi se fait par la précarité. Les contrats à durée déterminée et à temps partiel représentent, au cours de ces dernières années, aussi en Vallée d'Aoste, plus de 65% des contrats stipulés. En particulier, certains contrats à durée déterminée sont inférieurs à un mois de travail, le nombre de missions d'intérim d'une durée inférieure à la semaine sont la règle.
Dans cette crise, et en particulier en Italie, où la fragilité du tissu productif rend la situation plus difficile et tendue que dans d'autres pays européens, elle cause la faiblesse de l'autofinancement des entreprises, surtout des PME, et on a pas les moyens pour contribuer à une régulation de l'économie de marché. Les stratégies, à court terme, conduisent tout simplement à une impasse.
La mondialisation de l'économie et la mobilité des travailleurs exigent aujourd'hui une réforme des systèmes de protection sociale, non pas évidemment pour en restreindre la portée mais au contraire pour élargir le champ des protections et ainsi protéger toute la population, parce qu'il ne peut y avoir, selon nous, de développement économique sans développement social.
Nous croyons qu'à cause de cette grave situation que nous sommes en train de vivre la cohésion sociale est menacée.
Chaque jour, dans nos bureaux, des dizaines de travailleurs s'interrogent sur l'avenir de leur emploi, de leur pouvoir d'achat et de leurs protections sociales. Les travailleurs les plus fragiles, les jeunes et les intérimaires sont les premiers touchés, les salariés les moins qualifiés sont incapables de gérer leur reconversion professionnelle.
L'inquiétude pour le futur est générale, vis-à-vis des difficultés à faire face à celles citées plus haut.
On devrait imaginer des actions synergiques entre les différents acteurs économiques (agriculteurs, artisans, restaurateurs, hôteliers...), naturellement coordonnées par les institutions, qui devraient porter à une valorisation du territoire valdôtain et de ses produits de qualité, tout en tâchant de maintenir à un niveau correct le prix des différents produits adressés aux consommateurs, soit internes (les Valdôtains), soit externes (nos amis les touristes), en raison de l'important soutien aussi économique que l'administration régionale leur réserve.
Cela pourrait rendre le produit "Vallée d'Aoste" plus attrayant et, en engendrant une spirale vertueuse pour l'économie locale, éviterait de pénaliser davantage le tourisme valdôtain.
Nous jugeons aussi qu'il est indispensable de réduire la bureaucratie au niveau des démarches permettant d'accéder aux mesures de soutien anti-crise et d'aider efficacement les citoyens et, en particulier, les entreprises à bénéficier plus rapidement des contributions prévues. A cet égard, il serait souhaitable d'accélérer l'informatisation des procédures, afin de fluidifier les processus.
En ce qui concerne la formation des jeunes, nous pensons qu'il serait opportun de créer une formation spécialisée, basée sur les compétences professionnelles requises par le marché du travail.
Bref, nous pensons qu'il convient de faire tout ce qui est possible pour mettre en place des synergies toujours plus étroites entre les politiques économiques sectorielles et la politique active, afin de mieux lutter contre la crise.
Il faudrait cependant comprendre si le déclin et le pessimisme sont des conditions auxquelles nous ne pouvons plus nous soustraire ou si, sous la carapace de la peur, se cachent encore de l'énergie, des espoirs et des passions nouvelles. Nous avons besoin d'une vision d'avenir et de grands projets pour stimuler l'imagination des gens : nous devrions retrouver le goût de l'aventure et de la découverte.

Document rédigé par les sections de Sarre et de Chesallet



Je veux souligner que l'une des transformations les plus profondes de notre société est certainement l'écart des inégalités des classes d'âge. Une fois la pauvreté était massive chez les personnes âgées. Maintenant, on a un revenu disponible quasiment égal chez les retraités et du côté des personnes actives et le revenu des jeunes est presque nul.
Il est clair qu'aujourd'hui, les dispositifs de soutien mis en œuvre par la Communauté Européenne sans avoir un Gouvernement de zone euro pour coordonner les politiques fiscales, économiques et budgétaires ne sont pas un soutien pour les Pays les plus endettés.
Au niveau national, le plan de réduction des déficits décidé par la loi budgétaire ne règle rien à long terme et surtout perpétue les inégalités, les hauts revenus ne contribua que symboliquement à l'effort demandé, conserve des niches fiscales coûteuses et inefficaces, met à mal le service public et ne maîtrise pas les coûts de fonctionnement de l'Administration publique.
Il faut prendre des décisions énergiques, efficaces mais surtout justes.
Il faut à la fois réduire les déficits, relancer la croissance par des investissements d'avenir (par exemple dans les nouvelles énergies alternatives) et surtout soutenir ceux qui s'appauvrissent dans cette crise : les jeunes, la précarité et les chômeurs.
Nous devons bloquer la spirale de la chute de notre société parce qu'aujourd'hui nous vivons une crise structurelle et une crise de système.
Pour ce faire, nous devons lutter contre la spéculation et relancer la croissance économique européenne, mutualiser une partie des dettes des Etats pour renforcer les Pays face aux marchés financiers.
Arrêter, au niveau politique, la spéculation contre l'Europe, lancer un plan coordonné d'investissements européens pour relancer la croissance, avoir un projet commun en matière d'infrastructures, d'efficacité énergétique, de développement durable et de nouvelles technologies.
Nous devons appliquer un nouveau système de contrôle pour interdire les produits financiers exclusivement spéculatifs, stopper les paradis fiscaux utilisés pour cacher des milliards d'euros aux impôts.
Dans un bref délai, il faut modifier en profondeur la fiscalité pour la rendre plus progressive et plus efficace, il faut réformer la fiscalité du patrimoine et faire finalement contribuer les hauts revenus en créant une tranche supplémentaire d'impôt sur les revenus de plus de 300.000 euros.
Nous avons encore des marges de manœuvre pour chercher des solutions pour les chômeurs, surtout pour ceux de longue durée, en mettant en place un accompagnement renforcé des amortisseurs sociaux qui en Italie sont les plus faibles de toute l'Europe.
Il faut, et en Vallée d'Aoste nous l'avons fait, renforcer le Pôle Emploi pour essayer d'améliorer les conditions d'accompagnement de la recherche du travail surtout pour les jeunes, mettre en place des mesures négociées par les syndicats et le patronat pour accompagner la formation qui doit générer de nouveaux postes et, en particulier, promouvoir des dispositifs pour éviter les licenciements, pour ne pas perdre les compétences des travailleurs concernés.
Une politique régionale pour les jeunes est nécessaire pour éviter le risque d'une « génération sacrifiée », c'est pour ça que nous demandons au Gouvernement régional que l'emploi des jeunes soit placé au cœur de l'agenda du budget 2012 pour renforcer l'accompagnement des jeunes demandeurs d'emploi, pour accroître le nombre de jeunes en alternance et la qualité de leur formation.
Pour conclure, en tant que Savt, nous souhaitons que, dans notre petite Patrie, il soit possible de lutter pour permettre l'accès à l'emploi pour tous, réussir à offrir à chacun un travail et un salaire décents, favoriser une redistribution efficace par la protection sociale, les aides sociales et la fiscalité.
Dans une crise sociale comme la nôtre, les minima sociaux ne sauraient se substituer à cette politique de lutte contre la pauvreté, mais ils doivent permettre à leurs bénéficiaires de ne pas tomber dans la grande pauvreté, c'est bien pour ça que le Savt revendique aujourd'hui la réévaluation de tous les minima sociaux pour combattre la pauvreté monétaire et la pauvreté des conditions de vie.

Guido Corniolo

Dans salle du boulodrome de Pont-Saint-Martin le déjeuner des congressistes du Mouvement

Le repas du Congrès de l'Union Valdôtaine

Le Congrès est aussi l'occasion des retrouvailles d'un Mouvement qui compte des fidélisés dans toutes les Communes valdôtaines. Et pendant l'année, il n'existe pas d'autres occasions pour retrouver les autres unionistes qui habitent un peu trop loin de chez soi. Le repas de midi en est une : au boulodrome de Pont-Saint-Martin, samedi 3 décembre dernier, presque quatre cents personnes ont déjeuné ensemble en attendant la reprise des travaux du Congrès. Une bonne occasion pour parler de politique ou – plus simplement – pour saluer quelqu'un qu'on ne voyait plus depuis longtemps.

Les sections de l'Union Valdôtaine à table : en haut, à gauche, les représentants du Grand-Combin ; à droite, quelques congressistes de Villeneuve, Saint-Pierre et Saint-Nicolas.
En deuxième ligne, à gauche, les unionistes de Fénis, Gressan, Saint-Martin-de-Corléans et Saint-Rhémy-en-Bosses. À droite la Jeunesse Valdôtaine.
En troisième ligne les sections de Sarre et Chesallet (à gauche) et de Saint-Vincent (à droite).
En bas à gauche quelques militants d'Aoste-Ville et de Saint-Marcel ; à droite le Savt et les sections de Valgrisenche et de Champorcher